

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1110 du 10 mars 2012 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50 €



SOMMAIRE DU N°1110

EDITORIAL : La Russie prisonnière du Kremlin pp. 1-2

CONJONCTURE : «Des plans d'irrigation pendant le déluge» pp. 3-4

ACTUALITÉ : Les dirigeants européens boudent François Hollande p. 4 - Benoît XVI et le capitalisme p. 5 - Changer le modèle de croissance p. 5

CHRONIQUE DES 100 JOURS p. 6

PORTRAIT : Henri Bergson (1859-1941) p. 7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

La Russie prisonnière du Kremlin

Le 31 août 1991, au cœur de notre Université d'Été à Aix, nous avons accueilli les frères Kotchevrine en héros. Une ovation de près de vingt minutes, des larmes et des embrassades : nous fêtons comme il convenait ces jeunes révolutionnaires de la liberté, acteurs et témoins de la chute du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Ils arrivaient directement de Moscou, l'avant-veille ils étaient aux côtés d'Elsine sur les chars de l'Armée Rouge. Les militaires s'étaient ralliés au Président de l'URSS après avoir été embrigadés dans une tentative de putsch menée par les durs du Parti Communiste. Elsine venait de prononcer la dissolution du PCUS.

Cette victoire a été de courte durée. La situation économique et politique de

la Russie n'a cessé de se détériorer et, symbole de la rupture, le 31 janvier 1999 Eltsine faisait choix d'un nouveau Premier Ministre : Vladimir Poutine.

Poutine va réussir là où les putschistes avaient échoué : remettre en place le système dictatorial que la jeunesse russe avait naguère anéanti, mais aussi remettre en selle une nomenklatura plus puissante, plus riche, plus ouvertement arrogante que celle des apparatchiks soviétiques.

La réélection de Poutine dimanche dernier est le point d'orgue de cette Russie nouvelle, mais qui par certains côtés n'est que la Russie éternelle : sous le joug des tsars, bénie par la religion d'Etat, liberticide et pauvre. >>

BULLETIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

La Russie prisonnière du Kremlin (suite)

Car la Russie est pauvre. C'est l'Espagne du XVIème siècle. Cette Espagne croulait sous les richesses naturelles, avec un stock impressionnant de métaux précieux, non par sa production, mais par ses armées qui ramenaient or et argent du Nouveau Monde. Mais le peuple espagnol mourait de faim, l'inflation traduisait le fait qu'il y avait beaucoup de monnaie, mais rien à acheter. Le mercantilisme avait interdit tout commerce extérieur, de peur de voir l'or et l'argent sortir des frontières. Les Espagnols croyaient que les métaux précieux apportaient le pouvoir et la richesse. Ils n'ont apporté que la misère. Mais le pouvoir a survécu pendant deux siècles, avant de s'effondrer sous la pression combinée du commerce et de la liberté.

“ La Russie, c'est l'Espagne du 16ème siècle ”

Aujourd'hui, l'or et l'argent s'appellent pétrole et gaz. Et la Russie, comme un pays du tiers monde, ne peut exporter que des matières premières. Il n'y a plus d'activité industrielle, plus de construction, plus d'agriculture même dans certaines régions. Demeure l'insolente puissance de Gazprom, de ces quelques milliardaires qui ont fait leurs profits non pas à partir d'entreprises au service d'un marché, mais à partir de leur appartenance à la mafia en place.

Au lieu de s'être libéré des chaînes du communisme, le peuple russe s'est retrouvé prisonnier du Kremlin.

“ Prisonniers de la politique ”

L'obsession du pouvoir a envahi à nouveau la Russie. Elle explique la diplomatie russe, et son soutien sans faille au régime syrien. Elle explique le chantage au gaz fait sur les pays européens. Les dirigeants de Moscou veulent reconstituer l'empire, et se poser en puissance mondiale capable de défier le reste du monde. L'obsession ira-t-elle jusqu'à l'aveuglement ? Le verrou turc ayant sauté, combien de temps la Georgie et les Etats voisins pourront-ils résister ? Les Etats baltes eux-mêmes sont menacés. On peut tout craindre d'un tsar qui doit administrer la preuve de la puissance politique de son pays pour mieux en masquer l'effondrement économique.

Le Kremlin, le pouvoir : voilà la force dramatique qui brise les peuples et sème les guerres.

Par contraste, c'est en se libérant de l'obsession du pouvoir que la civilisation a pu progresser. L'Europe a ouvert l'ère du développement en laissant s'exprimer le marchand, l'entrepreneur, le banquier. Elle a rechuté au XXème siècle quand la politique et l'idéologie ont repris le dessus, avec deux guerres mondiales, des dizaines de guerres locales,

et trois régimes totalitaires majeurs. Malgré tout, la mondialisation a produit ses effets, et les ennemis d'hier sont peu à peu entrés dans le cercle vertueux de l'échange et de la paix.

La société de puissance irait-elle à nouveau éliminer la société de confiance ? Depuis un certain 11 septembre 2001, elle la menace en tous cas.

Pour nous Français, ces faits sont matière à réflexion. Parmi les grands pays, la France est encore, avec la Russie et quelques autres, un de ceux où la politique pèse le plus lourd, tandis que l'entrepreneur, le marchand et le financier, sont souvent attaqués et méprisés.

Par chance, nous n'avons pas de tsar. L'Elysée n'est pas le Kremlin. Mais nous demeurons cependant prisonniers de la politique. Elle envahit la vie quotidienne ; dans l'économie, dans les rapports sociaux, dans l'éducation, la culture, voire la justice. Pourtant quel triste spectacle et quelle médiocrité nous offrent actuellement les affrontements partisans !

La Russie vient de se donner un tsar. Nous n'en avons pas les moyens. Mais puissions-nous un jour nous débarrasser de la politique, de l'obsession du pouvoir et de la société de puissance, pour retourner à notre économie de libertés, à l'harmonie sociale et à la société de confiance !

Jacques Garello

« DES PLANS D'IRRIGATION PENDANT LE DELUGE »

L'expression est de Jacques Rueff, à propos de la création des DTS (Droits de tirage spéciaux) par le FMI et des dérives du système monétaire international, alors que le monde était inondé de dollars. Que dirait-il aujourd'hui, face à l'attitude des banques centrales?

On croyait le stade ultime du keynésianisme atteint avec les folles relances budgétaires, qui ont multiplié les dettes souveraines, puis avec la monétarisation de la dette par la réserve fédérale américaine. On pouvait penser que la BCE, influencée par la rigueur allemande, allait résister. On se trompait : le « super Mario » qui la dirige s'est converti à la secte keynésienne.

La mission de la BCE : maintenir la stabilité des prix

Quel est le rôle de la Banque Centrale Européenne ? Du point de vue des textes, les choses sont claires. Sur le site officiel de la BCE, on lit, à la rubrique « les missions » : « Le traité instituant la Communauté européenne définit les missions du SEBC et de l'Eurosystème, qui sont spécifiées dans les statuts du Système européen de banques centrales (SEBC) et de la Banque centrale européenne (BCE). Les statuts figurent dans un protocole annexé au traité. Le texte du traité fait référence au «SEBC» plutôt qu'à l'« Eurosystème ». Il a été rédigé en partant du principe que l'ensemble des États membres de l'Union européenne (UE) adopteraient l'euro. C'est l'Eurosystème qui accomplit les missions conférées par le traité tant qu'il existe des pays ne faisant pas partie de la zone ».

Le langage est très eurotechnocrate, mais on comprend mieux à la rubrique « les objectifs » : « L'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix ». Et : « Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, le SEBC apporte son soutien aux politiques économiques générales dans la Communauté, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté, tels que définis à l'article 2 » (Article 105, paragraphe 1, du traité). « La Communauté se donne pour objectifs d'obtenir un niveau d'emploi élevé et une croissance

durable et non inflationniste » (article 2 du traité sur l'Union européenne).

Quand la BCE pratiquait la rigueur monétaire

On voit bien comment le traité pour l'Union européenne a cherché un subtil compromis, en donnant à la BCE un objectif que la politique monétaire ne peut atteindre (croissance et emploi), mais dans le respect de sa mission fondamentale (la stabilité des prix). Mais comme le texte dit toujours que la stabilité des prix est l'objectif principal, on en a longtemps déduit, sous l'influence de la Bundesbank, que la stabilité des prix était une condition impérative de la croissance et donc que tout relâchement monétaire conduirait à plus de chômage et moins de croissance. La BCE a mené une politique monétaire assez restrictive, fixant même un temps un objectif de croissance raisonnable de la masse monétaire, et des taux d'intérêt élevés, pour marquer cette rigueur monétaire.

Le contraste était saisissant avec le laxisme de la Réserve Fédérale américaine, qui a pratiqué des taux proches de 0% et racheté à tour de bras de la dette fédérale : la FED est devenue le premier détenteur du monde de bons du Trésor US, devançant la Chine.

Bien sûr, tous les keynésiens d'Europe, hommes politiques en tête, pestaient contre l'indépen-

dance de la BCE à l'époque de Jean-Claude Trichet, qui semblait garder son cap sans s'émouvoir. Mais progressivement les coups de canifs dans le contrat se sont multipliés : des taux d'intérêt abaissés (1%), rachat de dettes grecque, italienne ou portugaise... Mais ils pouvaient passer pour provisoires, pour détendre la pression exercée par les politiques.

Plus de 1000 milliards d'euros créés en deux mois !

C'était hélas une illusion. Le 21 décembre 2011, la BCE a accordé d'un coup à 523 banques 489 milliards d'euros de prêts à 3 ans. C'était inimaginable. Le keynésianisme monétaire le plus radical. Le 29 février 2012, Mario Draghi récidivait, allant encore plus loin : 529,5 milliards prêtés à 800 banques.

Mais comment une banque centrale fait-elle pour « prêter » ? A-t-elle une réserve cachée ? Non : elle crée de la monnaie. Elle ne crée pas de monnaie contre rien, mais contre des actifs, notamment des créances, comme les titres de la dette grecque, dont les banques sont ravies de se débarrasser. La BCE ne prête pas aux États, mais aux banques qui ont prêté aux États ! Et comme la dette grecque ne sera pas remboursée, le fonds européen de stabilité financière, c'est-à-dire les États européens, apporte une garantie allant jusqu'à 35 milliards. >>

«Des plans d'irrigation pendant le déluge» (suite)

Le bilan de la BCE pèse désormais 32% du PIB européen, contre 19% pour les Etats-Unis, dont le laxisme monétaire est pourtant ininterrompu depuis dix ans. Ce bilan a plus que doublé depuis qu'elle a commencé à ouvrir le robinet monétaire en 2007. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin, puisqu'un bilan de banque centrale n'a pas de limite ?

Cette fois, il n'y aura pas d'arche de Noé

En fait, les limites existent : c'est le non remboursement de ces créances plus que douteuses. Que se passerait-il ? Comme l'explique Les Echos, « si jamais un incident se produisait, l'institut d'émission devrait augmenter son capital, c'est-à-dire faire appel aux Etats de la zone euro ». On tourne en rond ! La BCE prête aux banques qui prêtent aux Etats qui recapitalisent la BCE : de la pure cavalerie !

La logique financière n'y trouve

pas son compte, mais les partisans du système invoquent la logique économique. Les banques retrouvent une certaine aisance dans leurs liquidités et peuvent donc financer une croissance essoufflée alors qu'aujourd'hui elles sont tétanisées.

Croit-on qu'on puisse faire boire un âne qui n'a pas soif ? Pour gonfler les crédits à l'économie, avec des taux d'intérêt dérisoires voire négatifs, les Banques prêteront à n'importe qui. Croit-on que cela n'aura aucun impact sur les prix ? En attendant cette grande « reprise », les banques vont prêter aux Etats : n'est-ce pas une bonne idée d'emprunter à 1% à la BCE pour prêter à 2 ou 3% aux Etats européens ?

« Quand les bornes sont franchies, il n'y a plus de limites », disait le sapeur Camembert. Il faut être un keynésien illuminé pour croire que la relance du crédit aura le moindre effet sur l'économie réelle et l'emploi. Croire

que la richesse vient de la création de monnaie, au lieu de comprendre que c'est la monnaie qui est la contrepartie de la richesse créée : cette illusion monétaire est pathétique.

Elle est surtout tragique. Un jour ou l'autre, cela se traduira en inflation. Cette année, la zone euro va emprunter plus de 800 milliards. Peu importe, puisque l'inondation monétaire financera le tout. Va-t-on revenir à la rigueur ? En dépit d'un accord européen qui ne sera pas ratifié par plusieurs pays (l'Irlande fera un referendum, l'Angleterre et la République Tchèque n'en veulent pas, Hollande s'il est élu renégociera, etc.), chacun va essayer de s'en sortir au détriment des autres, et tous voient le salut d'une économie surendettée dans la monétisation des dettes : il s'agit bien de « plans d'irrigation pendant le déluge ». Mais cette fois, il n'y aura même pas d'arche de Noé.

Jean Yves NAUDET

Le Parti Socialiste, notamment par la bouche de Pierre Moscovici, ne décolère pas, et dénonce un complot anti-Hollande fomenté par les dirigeants des pays occidentaux. Pas de rendez-vous avec Obama, refus de recevoir le candidat français de la part de David Cameron et Angela Merkel, Mario Monti lui-même, pourtant de centre gauche, ne veut pas le rencontrer. Pourtant tous ces gens sont assez informés pour savoir qu'ils vont peut-être devoir compter avec Hollande si la tendance actuelle se confirme.

Mieux : certains d'entre eux, comme Angela Merkel, soutiennent ouvertement le candidat président.

« *C'est un cadeau empoisonné* » a dit Dominique de Villepin. Et François Hollande de s'en saisir : ce sont les Français qui votent, pas les étrangers. Le PS joue donc la carte franchouillarde, voire xénophobe de l'électorat français, faute de pouvoir jouer la carte européenne, dont il s'est défaussé en remettant en cause la ratification de l'accord signé à Bruxelles il y a un mois.

Evidemment, il ne viendrait à l'esprit de personne que François Hollande ne s'est pas gêné pour aller soutenir les candidats du parti socialiste allemand, le SPD, au cours des dernières élections générales. Cette amnésie partielle s'explique. L'internationale socialiste est une famille noble, à l'idéal élevé, elle unit les prolétaires du monde entier. Par contraste, l'internationale des chefs d'Etat européens n'est qu'une coalition d'intérêts plus ou moins avouables, et manipulée par le monde de la finance. Pouah !

Benoît XVI et le capitalisme

Le Pr. Jean Yves Naudet répond à ceux qui accusent le Pape de pactiser avec le capitalisme

Au sein des milieux catholiques existent des activistes « progressistes » qui n'ont jamais pardonné au Cardinal Ratzinger d'avoir condamné la « théologie de la révolution » et d'avoir expulsé les marxistes du clergé latino-américain. Dans l'une de leurs revues, « Concilium », ils voient dans l'Encyclique « Caritas in veritate » un monument en faveur du capitalisme : c'est le thème d'un article paru récemment sous la plume de Johan Verstraeten, professeur à Louvain.

Le professeur Jean Yves Naudet, chroniqueur de cette Lettre, est aussi président fondateur de l'Association des Economistes Catholiques de France, et membre de l'Académie Catholique de France. Il fait autorité en matière de Doctrine Sociale de l'Eglise Catholique (DSEC).

Sur le site de Liberté Politique (www.libertepolitique.com), il vient de publier une réponse complète

aux allégations de « Concilium ».

Voici quelques-uns des arguments qu'il avance :

1° La Doctrine a toujours condamné communisme et socialisme. « Il est clair [qu'elle] a toujours condamné le communisme comme « intrinsèquement pervers » pour Pie XI, ou reposant sur « une erreur anthropologique » pour Jean-Paul II. N'oublions jamais que Léon XIII, dans son encyclique consacrée à la condition des ouvriers, commence par écarter une « question préalable, la proposition socialiste de supprimer la propriété privée et ses conséquences funestes », un remède pire que le mal ».

2° A-t-elle condamné symétriquement le capitalisme et l'économie de marché ? Sûrement pas.

« Léon XIII dénonce avec vigueur dans Rerum novarum les injustices dont les ouvriers sont victimes, mais il ne condamne pas

les institutions du marché, à commencer par la propriété ». Jean Paul II et Benoît XVI opposent bon et mauvais capitalismes, suivant le comportement des hommes à l'intérieur d'institutions comme le marché et d'un contexte de liberté économique.

3° La DSEC évolue avec l'évolution économique et sociale, mais à partir de principes intangibles. « La question de savoir si Benoît XVI est un peu plus capitaliste que Jean-Paul II, lui-même l'étant beaucoup plus que Paul VI ou Pie XI est absurde ; ils ne présentent pas un programme politique, ne se présentent pas à une élection ! Ils rappellent les principes intangibles et les appliquent à une situation qui, elle, change [...]. Mais il n'y a rien là qui puisse laisser penser à un basculement d'une Eglise qui serait partie d'une critique du capitalisme pour l'approuver dans tous ses aspects aujourd'hui ».

Changer de modèle de croissance

Pour le PDG de Saint Gobain, c'est une nécessité. Mais qui écoute les patrons ?

Pierre André de Chalendar a donné mardi dernier aux Echos une interview (pleine page) dont les propos tranchent avec le politiquement correct. « Il faudrait en faire plus que ce qui est prévu actuellement par les différents candidats à l'élection présidentielle ».

En faire plus « notamment » dans la nécessaire réduction des dépenses publiques « dans ses trois composantes » : si quelques tentatives sont faites au niveau de l'Etat, restent la Sécurité Sociale et les collectivités locales. En ce qui concerne le « modèle social français », il pose essentiellement un problème de « financement de la protection sociale ». Nous ne suivrons pas le PDG dans son

idée de diminuer les cotisations patronales, qui inspire la TVA sociale. Nous préférons la méthode plus sûre du changement de système. Mais, cela dit, Monsieur de Chalendar condamne toute relance de l'économie à partir de la consommation publique ou privée ; « pour consommer il faut avant tout créer de la richesse et pas de la dette ». Le PDG semble ainsi acquis à l'économie de l'offre.

Il n'y a évidemment aucune chance pour que ces propos soient pris en compte par un des candidats. Mais on peut se demander pour quelles raisons la voix des patrons est en France sans cesse couverte par le brouhaha des discours politiques.

C'est peut-être parce que le poids du patronat institutionnel est trop grand, et condamne au silence nombre d'entrepreneurs conscients et compétents. Car le patronat institutionnel, dans le modèle français, a pour mission officielle d'être le « partenaire social », c'est-à-dire de naviguer entre les syndicats, l'Etat et les administrations. De temps en temps on a quelque rebuffade de telle ou tel, mais on en revient vite, par habitude et nécessité, au quotidien des négociations, des commissions, des tables rondes. Il n'y aura pas de changement dans la société politique française sans un changement dans la société civile, dont les entrepreneurs devaient être le fer de lance.

fiscalité

provenance des Etats membres de l'Union. Ainsi, les ressources des régions seraient-elles fixées par les départements qui les composent, et celles des départements par les communes qui s'y rattachent. Les départements et les communautés d'agglomération sont de trop.

Réforme de l'Université ♠

Evidemment, après la catastrophe de la loi Pécresse, on ne peut faire pire. François Hollande s'y emploie malgré tout, mais il pense aménager la loi plutôt que de la faire abroger. François Hollande prône « la mobilisation générale pour les premiers cycles universitaires ». Qui est mobilisé ? Et avec quels moyens ? Le candidat met son espoir dans « un grand service public de l'orientation territoriale unifié du secondaire supérieur ». Nous voyons des concours de concurrence, mais pas de mobilisation, mais

Abaissement de l'âge de la majorité pénale ♥♥

Le président candidat constate que les jeunes de 16 ans ne sont plus des enfants, et que leurs parents ne sont plus à même d'assumer de très lourdes responsabilités. Il propose que leurs crimes et délits ne soient plus instruits ni jugés par des magistrats spécialisés pour enfants, et qu'ils soient passibles des mêmes peines qu'un adulte.

♥♥♥ Ne pas oublier que... n'existe pratiquement... blissement capable... des adolescents... une nouvelle... du côté de... qui ne s... quer q...

Que le... té soir aberrante, tout... e en convient. François... nde axe sa réforme sur... tage d'autonomie pour les... ns, départements et communes... C'est en soi une bonne chose, puisque aujourd'hui les libe... s locales dans le domaine fina... et même dans d'autres dom... sont réduites au minimum... anche les modalités p... ont pas acceptable... vivant les revenus... e collectivité... projets avec la... créée par... ment. Il... tion est... nant, e... bien g... celles... plus, pas p... l'éch... supp...

♥♥♥

po... ca... ca... O... S...

Henri Bergson (1859-1941)

Métastatique et Dynamique

Métastatique : la série de photos instantanées, prises à la suite. Dynamique : le film. C'est cette distinction qui est au cœur de la pensée de Bergson. Il distingue le temps et la durée. Le temps c'est celui de l'observatoire (les économistes de l'école autrichienne parlent du « temps newtonien »), il est mesuré instantanément, il est objectif. La durée c'est ce qui est perçu par l'individu, pour lui il est le temps « réel », subjectif. Que les secondes sont parfois longues... Ce temps réel, c'est celui que mesure notre conscience, pas notre montre.

L'opposition entre temps et durée se complète par la distinction entre l'intelligence et l'intuition. L'intelligence nous permet d'analyser mécaniquement les phénomènes observés, et de rechercher des liens de causalité. L'intuition c'est ce qui nous permet de comprendre, parce que les découvertes de notre intelligence sont intégrées dans un savoir plus global et personnel. Intuition et intelligence ne s'opposent pas, elles se distinguent et se complètent.

L'erreur du Scientisme

Le temps objectif est celui que retiennent les scientifiques, c'est normal. En physique, dans les disciplines techniques, il n'y a pas de place pour la subjectivité. Mais la conséquence c'est que la science ne peut pas tout expliquer, puisqu'elle ne peut prendre en compte la durée. Bergson s'élève donc contre la prétention de certains de tout analyser et tout comprendre de l'homme et de la société à partir de la science. Bergson condamne ainsi le scientisme, mais aussi



toutes les formes de déterminisme social, comme le positivisme d'Auguste Comte, ou l'historicisme des Allemands.

Bergson relève l'erreur qui consiste à appliquer les méthodes des sciences de la nature, qui peuvent permettre de découvrir des analogies, des cycles, et d'éternels recommencements, aux sciences de l'homme, qui sont confrontées à la dynamique et à la subjectivité. Mathématicien, Bergson dénonce l'usage déplacé des mathématiques en sciences sociales.

Des sociétés closes aux sociétés ouvertes

Il est vrai cependant que les sciences sociales, qui intègrent la durée dans leur approche, doivent expliquer l'existence de régularités, de règles. Les hommes ne peuvent vivre sans société, et la société ne peut survivre sans règle. Mais ce ne sont que des règles de survie, établies au contact de la nature, ce qui leur donne une assise suffisante, mais pas assez pour être défini-

tive. C'est la source de conflits entre groupes humains, chacun cherchant sa survie malgré les autres. Ces règles caractérisent ce que Bergson appelle des sociétés closes.

Heureusement, « l'élan vital », « force créant de façon imprévisible des formes toujours plus complexes », habite quelques personnalités exceptionnelles, qui inventent des valeurs absolument universelles, qui ne servent pas à la conservation de la société mais à la création d'une humanité nouvelle. Les sociétés deviennent ouvertes.

De la mystique à la religion

Les personnalités sont exceptionnelles parce qu'elles ont gardé l'élan vital, la dynamique de la création. Elle sont nécessairement des mystiques, car elles se réfèrent à la création, et partant au créateur. Pour Bergson, l'exemple sublime de personnalité exceptionnelle est le Christ. Mais la rencontre avec Dieu, la mystique religieuse, est avant tout personnelle, elle éclaire l'intuition. Suivant un texte d'Anthony Feneuil, « la nature de Dieu ne se donne jamais qu'à travers sa personne. L'amour est le nom propre de Dieu : il le désigne dans la relation que nous pouvons entretenir avec lui, sans jamais l'insérer dans le réseau conceptuel de nos connaissances discursives. ». Bergson verserait-il dans le relativisme métaphysique (à chacun son Dieu) ? C'est en tout cas ce qu'a condamné l'Eglise catholique. Pourtant Bergson, juif et fier de l'être, au point de revendiquer sa judaïté devant le régime de Vichy, est mort à la veille d'une conversion délibérée au catholicisme.



Yvan Blot

La Démocratie Directe

Le plaidoyer de Nicolas Sarkozy pour le referendum a mis les projecteurs sur la démocratie directe, antidote de la démocratie représentative.

Depuis longtemps, Yvan Blot est connu comme expert et partisan de ce système politique qui « donne la parole aux citoyens ». En démocratie directe, les lois et les impôts sont votés non seulement par le Parlement mais aussi par les citoyens grâce au référendum d'initiative populaire. Haut fonctionnaire, énarque, mais aussi ancien parlementaire français et européen, Yvan Blot a une connaissance parfaite des institutions helvétiques, puisque la Suisse est le meilleur exemple de démocratie directe.

Le meilleur, mais pas le seul, car Yvan Blot dresse un inventaire mondial, et montre que les Etats-Unis, l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, sont des pays où le referendum d'initiative populaire est couramment pratiqué.

Certes, les modalités sont variables : le referendum d'initiative populaire peut être positif ou négatif (la loi votée par le Parlement peut être abrogée ou modifiée), il peut saisir les élus pour leur soumettre un texte de loi ou conduire directement à la promulgation d'une loi, il peut être réduit à certaines questions (fiscales notamment) ou concerner tous les domaines. Le nombre d'électeurs exigé pour introduire une pétition et un referendum est tantôt très faible, tantôt très élevé. Tout cela n'a rien à voir avec les referendums plébiscitaires en usage dans la Vème République, qui sont à l'initiative totale ou partielle du Président ou des parlementaires (referendum « minoritaire »).

Yvan Blot rappelle l'efficacité de la procédure : en 1980, la révolte fiscale en Californie, puis dans 16 Etats, commence par un referendum. En 2000, les Suisses votent « le frein à l'endettement », une règle d'or budgétaire qui leur évitera la crise connue ailleurs. En 2011, les Italiens abrogent la loi créant une impunité pénale en faveur du Premier Ministre. Berlusconi sera obligé de démissionner.

Si ces pays vivent ainsi leur démocratie, c'est qu'ils entendent rappeler à tout moment que ce sont les électeurs, et non pas les gouvernants, qui détiennent le pouvoir.

Certes la participation n'est jamais massive, mais cela semble normal, car y a un délai très long entre le moment où la question est soulevée et celui où intervient le vote, le plus souvent deux ans environ en Suisse. Cela permet d'éviter les abus du système, et de donner toutes les informations voulues aux électeurs.

Yvan Blot propose dans ce livre une solution concrète : une proposition de loi pour introduire le référendum d'initiative populaire dans notre Constitution. 77 députés l'ont déjà signée. Les Français vont-ils enfin obtenir le droit de voter en direct la loi et l'impôt comme c'est écrit aux articles 6 et 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ? Nos compatriotes non élus doivent-ils rester des citoyens de deuxième classe ou seront-ils mis à égalité avec les élus comme c'est le cas en Suisse et ailleurs ?

La démocratie directe, Editions du Cri, www.contribuables.org



Le candidat libre avait certainement des talents divinatoires. Dans son programme en 7 points, il avait préconisé le referendum d'initiative populaire.

Cette semaine le candidat libre développe des arguments tout à fait pertinents, en particulier il souligne que le RIP est le seul contrepoids aux excès de la démocratie dite représentative, et qui l'est si peu. A l'instar d'Yvan Blot, notre candidat n'a aucune indulgence pour le referendum « à la française » prévu par la Constitution de la Vème République. Son modèle est la Suisse.

Au fur et à mesure que la campagne avance, et que le niveau du débat s'abaisse, avec des candidats illisibles, à la

LE FIGARO

Pour vaincre le chômage et la pauvreté, il faut des riches

En avant première de la parution de leur livre (A quoi servent les riches, Lattès, ed.), Jean-Philippe Delsol, administrateur et Nicolas Lecaussin, directeur du développement de l'IREF, montrent non seulement l'inefficacité mais aussi l'injustice de la traque fiscale des riches. « Une société qui bannit les riches s'appauvrit elle-même... faire partir les riches en les taxant encore plus, c'est tuer l'emploi en France ».

Le Figaro, 2 mars, page 14